

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE

RESTRICTED
PC/SCTE/M/1
24 mai 1994
Distribution spéciale

(94-0901)

Organisation mondiale du commerce - Comité préparatoire
Sous-Comité du commerce et de l'environnement

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 11 MAI 1994

Note du secrétariat

1. Le Sous-Comité du commerce et de l'environnement a tenu sa première réunion le 11 mai 1994 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Luiz Felipe Lampreia (Brésil). L'ordre du jour figurant dans l'aérogramme PC/AIR/1 a été adopté. La réunion avait pour objet d'examiner les questions d'organisation concernant les activités du Sous-Comité et de donner aux délégations une première occasion d'exprimer leurs vues.
2. Le Président a dit que la création du Sous-Comité était une étape importante dans les efforts entrepris par les parties contractantes du GATT pour s'atteler aux tâches qu'exigeaient les Principes de Rio et Action 21 résultant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de juin 1992. Le Sous-Comité devait être guidé dans ses travaux par le mandat établi dans la Décision ministérielle sur le commerce et l'environnement adoptée en avril 1994 à Marrakech. Pour que les débats menés au sein du Sous-Comité soient constructifs, il serait important de respecter les principes fondamentaux établis dans cette décision. Ces principes étaient les suivants: premièrement, nécessité de garder comme axe des débats le système commercial multilatéral, ainsi que le montrait le désir des Ministres de "coordonner les politiques dans le domaine du commerce et de l'environnement, et cela sans dépasser le cadre du système commercial multilatéral, qui est limité aux politiques commerciales et aux aspects des politiques environnementales qui touchent au commerce et qui peuvent avoir des effets notables sur les échanges de ses membres"; deuxièmement, nécessité de veiller à ce que les débats aboutissent à des résultats "respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire du système".
3. Le Président a ensuite déclaré que la tâche initiale du Sous-Comité était d'examiner comment organiser ses travaux à la lumière du programme approuvé à Marrakech. Il semblerait approprié et conforme à la Décision ministérielle de fixer déjà comme délai pour les débats du Sous-Comité la période allant jusqu'à la première réunion ministérielle de l'OMC, au cours de laquelle les travaux du Comité du commerce et de l'environnement établi dans le cadre de l'OMC seraient examinés. Le programme de travail ouvrait un vaste champ de discussion sur la relation entre le commerce et l'environnement. Il serait nécessaire d'établir certaines priorités et d'essayer progressivement, sans agir prématurément, de se faire une idée de ce qui pourrait être réalisé dans le délai envisagé. Il faudrait pour cela bien préparer le terrain et, à cet égard, le Président avait l'intention de consacrer cette réunion et les consultations et réunions ultérieures, en tant que de besoin, à un débat sur la façon d'organiser initialement les travaux.
4. Le Président a invité les délégations à commencer à réfléchir pour déterminer les questions sur lesquelles il conviendrait de porter initialement l'attention, et à prendre en considération les éléments suivants: travaux accomplis précédemment par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international au sujet des dispositions commerciales d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement, effets sur le commerce de nouvelles formes de prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage et transparence des mesures environnementales liées au commerce, et travaux

entrepris précédemment au sein de ce Groupe ainsi qu'au Comité du commerce et du développement et au Conseil sur le suivi de la CNUED; travaux accomplis précédemment au sujet de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur; travaux accomplis précédemment au GATT sur des questions connexes, comme les ajustements fiscaux à la frontière, les taxes intérieures et la progressivité des droits; et équilibre entre les questions déjà traitées et les questions nouvelles dans ce domaine. Le Président a ajouté que, à la lumière des questions sur lesquelles il faudrait porter l'attention, il serait nécessaire d'identifier les études que les délégations jugeraient utiles de demander au secrétariat.

5. Le Président a invité les délégations à examiner trois questions d'organisation.

Observateurs

6. S'agissant des observateurs de gouvernements qui n'étaient pas membres du Comité préparatoire de l'OMC, le Président a suggéré que le Sous-Comité suive la même pratique que celle qui avait été adoptée par le Comité préparatoire, à savoir que les gouvernements qui avaient été associés aux travaux du CNC seraient invités à assister aux réunions formelles du Sous-Comité.

7. Pour ce qui était des observateurs d'organisations intergouvernementales, il a suggéré que les organisations intergouvernementales qui avaient fait savoir qu'elles souhaitaient suivre les travaux du GATT sur la question du commerce et de l'environnement et qui avaient le statut d'observateur au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international soient invitées à assister aux réunions du Sous-Comité en qualité d'observateurs. Les organisations concernées étaient les suivantes: BIRD, FMI, FAO, OCDE, CNUCED, PNUE, AELE, PNUD et Commission du développement durable des Nations Unies.

8. Le représentant de l'Australie a déclaré que son gouvernement était fermement d'avis qu'il ne devait y avoir aucune différence entre la liste des observateurs invités à assister aux réunions formelles du Comité préparatoire et celle des observateurs aux réunions de ses Sous-Comités. Le représentant des Communautés européennes a exprimé le même point de vue.

9. Le représentant de l'Inde a demandé s'il était nécessaire de prendre maintenant une décision sur l'octroi du statut d'observateur à d'autres organisations intergouvernementales et il a suggéré que l'on étudie encore si toutes les organisations intergouvernementales qui avaient assisté en qualité d'observateurs aux réunions formelles du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, comme l'OCDE, devaient nécessairement avoir le statut d'observateur au Sous-Comité. Les représentants de Singapour, parlant au nom des pays de l'ANASE, et du Venezuela ont estimé eux aussi qu'il fallait réfléchir à cette question et ont dit qu'il y avait peut-être d'autres organisations intergouvernementales régionales qu'il conviendrait d'inviter à s'associer aux travaux du Sous-Comité en qualité d'observateurs en raison de leur compétence et de leur intérêt particuliers dans le domaine du commerce et de l'environnement.

10. Le représentant du Brésil a déclaré que sa délégation pouvait appuyer la proposition du Président, mais il jugeait utile d'avoir de nouvelles consultations sur la question afin d'arriver à une solution acceptable pour tous. Le représentant du Japon a dit que sa délégation pouvait appuyer la proposition du Président sous réserve qu'il soit possible d'inviter à l'avenir d'autres organisations en qualité d'observateurs. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il pouvait accepter la proposition du Président, mais que sa délégation aurait une position souple sur la question des observateurs et pouvait comprendre qu'il soit nécessaire d'y réfléchir encore. Selon lui, la question comportait deux aspects: la nécessité de se mettre d'accord relativement vite pour déterminer qui pourrait participer dans l'immédiat aux réunions du Sous-Comité en qualité d'observateur, et la nécessité d'examiner, dans le cadre du propre programme de travail du Sous-Comité, la question des observateurs dans le contexte de l'article V de l'Accord sur l'OMC et de préparer des recommandations en la matière pour le Comité préparatoire

et, ultérieurement, l'OMC. Sa délégation insistait sur le fait qu'aucune décision prise maintenant au sujet des observateurs ne devait préjuger l'examen futur de la question. Le représentant de la Suède, parlant au nom des pays nordiques, a dit qu'il considérait favorablement la proposition du Président mais qu'il était tout à fait prêt à laisser du temps à d'autres délégations pour qu'elles y réfléchissent. De l'avis de sa délégation, les organisations intergouvernementales ayant une compétence et un intérêt spécifiques dans le domaine du commerce et de l'environnement devraient être invitées à assister aux réunions formelles du Sous-Comité en qualité d'observateurs, et ces organisations n'étaient pas nécessairement les mêmes que celles qui souhaitaient suivre les questions générales traitées par le Comité préparatoire. L'OCDE travaillait sur le commerce et l'environnement depuis de nombreuses années et il était logique de l'inviter en tant qu'observateur. Il était important de ne pas faire preuve de trop de retenue lorsqu'il s'agissait d'inviter des organisations qui étaient intéressées par la question et pouvaient apporter une contribution. Pour le représentant du Nigéria, il fallait faire en sorte d'élargir le débat au sein du Sous-Comité et donner à d'autres groupes et d'autres personnes ayant des compétences et des connaissances en la matière des moyens et des possibilités d'apporter leur contribution, mais en accordant le droit d'observateur, le Sous-Comité devrait agir avec discernement afin que toutes les vues soient reflétées de manière équilibrée. Sa délégation ne s'opposerait pas en principe à la recommandation du Président.

11. Le Président a dit qu'il lui paraissait que sa proposition bénéficiait du soutien général, mais il avait noté que certaines délégations avaient besoin de réfléchir encore à la question. Le Sous-Comité ne prendrait donc pas de décision à ce sujet maintenant. Le Président procéderait à de nouvelles consultations et soumettrait de nouveau la question au Sous-Comité lorsqu'il estimerait qu'une solution acceptable aurait été trouvée.

Documentation

12. Le Président a proposé que la documentation établie pour le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international soit mise à la disposition du Sous-Comité comme documentation de base pour ses travaux. Il en a été ainsi convenu.

13. Le Président a demandé aux délégations de lui faire savoir comment elles souhaitaient que soient établis les comptes rendus des réunions, en prenant en considération les moyens que le secrétariat pouvait mettre à la disposition du Sous-Comité. Il a rappelé que, dans le cas du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, la pratique adoptée consistait pour le secrétariat à établir des rapports détaillés sur chaque réunion, sous la forme de comptes rendus complets dans lesquels les délégations qui faisaient les déclarations étaient indiquées nominalement. Ces comptes rendus demeuraient des documents à distribution restreinte, mais il a rappelé que ce Groupe avait décidé de mettre en distribution générale certains documents de travail de base afin que le public connaisse mieux la portée et la complexité des débats.

14. Plusieurs délégations ont suggéré que le Président traite la question des ressources du secrétariat directement avec le Directeur général.

15. Les représentants de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, du Nigéria, du Japon, du Canada, de la Suède, parlant au nom des pays nordiques, de la République de Corée, de la Turquie, de l'Argentine, de l'Uruguay, des Etats-Unis, de la Thaïlande, parlant au nom des pays de l'ANASE, des Communautés européennes et de la Suisse, se sont déclarés favorables à ce que l'on continue à suivre la même pratique que celle qui avait été adoptée par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international pour l'établissement des comptes rendus des réunions formelles. De l'avis de nombreux représentants, cela permettait d'assurer une totale transparence entre les membres du Sous-Comité, d'informer les fonctionnaires établis dans les capitales des débats des réunions formelles et de réunir un ensemble d'éléments permettant de connaître les vues des différentes délégations sur les questions

de fond traitées. Le représentant du Mexique a dit qu'il n'avait pas d'objection à ce que l'on suive en la matière la même pratique que dans le passé, mais il a estimé que si, dans la phase initiale, il n'était pas établi de comptes rendus détaillés ou concis des réunions, cela pourrait peut-être encourager un débat plus intellectuel, car les délégations ne se limiteraient pas simplement à énoncer les positions de leur pays. Il a signalé que le Sous-Comité ne faisait que commencer ses travaux et, à ce stade, on favoriserait peut-être un dialogue constructif en n'indiquant pas nominalement les délégations qui adoptaient telle ou telle position.

16. De l'avis général, il ne fallait pas que l'établissement de comptes rendus formels et détaillés, avec l'indication nominale des délégations qui intervenaient, entrave le libre échange de vues au sein du Sous-Comité. Certaines délégations ont estimé que ce ne serait probablement pas le cas, tandis que d'autres ont considéré qu'il faudrait encore réfléchir à d'autres moyens de constituer la documentation, par exemple en distribuant de façon organisée des documents informels émanant des différentes délégations ou en faisant des résumés du fond des débats, ou encore en tenant des réunions informelles sans compte rendu officiel pour que les délégations soient plus libres d'exprimer leurs points de vue.

17. Il a été déclaré que la mise en distribution générale des comptes rendus était un sujet délicat et qu'il appartiendrait au Sous-Comité de décider lesquels de ses documents pourraient être mis en distribution générale; un facteur à prendre en compte en la matière était que la mise en distribution générale ne devait pas entraver les travaux du Sous-Comité. Plusieurs délégations ont jugé important de tenir un plus large public informé des travaux du Sous-Comité afin que celui-ci bénéficie du soutien public et ont suggéré que l'on réfléchisse encore à cette question. Il a été suggéré à cet égard que l'on mette en distribution générale les comptes rendus formels des réunions du Sous-Comité. Il a été suggéré aussi que l'on établisse des rapports séparés sur les réunions sous forme de résumés ou sans indication nominale des délégations qui intervenaient, une possibilité étant que l'on s'inspire des rapports déjà établis par le secrétariat sous sa propre responsabilité.

18. De l'avis du Président, la majorité des délégations étaient favorables à ce que l'on établisse les comptes rendus des réunions de la même manière qu'on l'avait fait pour le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Pour le moment, il serait établi des comptes rendus complets des réunions formelles et la question serait réexaminée au fur et à mesure de l'avancement des travaux du Sous-Comité.

Rythme et fréquence des réunions

19. Le Président a dit que, pour préparer la prochaine réunion formelle, au cours de laquelle, à son avis, le Sous-Comité devrait commencer à aborder les questions thématiques de fond, il lui paraissait utile de tenir au moins une réunion informelle afin de discuter plus en détail du programme de travail qui devait être entrepris. Il procéderait d'abord à des consultations avec divers participants ou groupes représentatifs de participants au Sous-Comité, puis convoquerait une réunion informelle du Sous-Comité. Il a suggéré que les délégations envisagent la possibilité de travailler jusqu'à la pause de l'été avec pour objectif que le Sous-Comité tienne sa prochaine réunion formelle vers la fin du mois de juin ou le début du mois de juillet.

20. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir qu'il serait possible de commencer les discussions de fond aussitôt que possible, mais a précisé qu'il était important de se mettre d'accord, au moyen de contacts informels, sur l'approche à adopter en ce qui concernait le programme de travail suffisamment tôt avant la prochaine réunion formelle pour que les délégations puissent s'y préparer comme il convenait. Le représentant de la Suisse a signalé qu'il serait également important d'avoir aussi rapidement que possible une indication claire du calendrier futur des réunions pour que les délégations puissent s'y préparer comme il convenait. Le représentant des Communautés européennes

a dit que, comme le Sous-Comité allait bientôt aborder la partie opérationnelle de ses travaux, il pourrait être utile d'alterner les réunions formelles et informelles. Le représentant du Venezuela a demandé instamment au Président de tenir les délégations qui ne participaient pas au processus informel pleinement informées de l'évolution de la situation. Le représentant de la République de Corée a demandé des indications sur la composition probable, le niveau de participation et la fréquence des réunions informelles. Le Président a répondu qu'il n'avait pas d'idées arrêtées en la matière, si ce n'est que le processus informel devait être fonctionnel et représentatif. Il n'avait pas l'intention de créer des sous-groupes de participants exclusifs et veillerait à assurer une totale transparence.

21. Le représentant de Cuba a demandé que le secrétariat mette à la disposition des participants, à la prochaine réunion, des résumés des comptes rendus des débats qui avaient eu lieu récemment au GATT sur le commerce et l'environnement.